



François BAYROU

Notes de discours

8 mars 2007

(Seul le prononcé fait foi)

STRATEGIE POUR UNE REFONDATION DE L'EUROPE

Je veux parler d'Europe dans cette campagne. Je veux parler d'Europe dans cette campagne où personne n'en parle. En regardant en face la crise européenne, la crise d'inspiration européenne.

Les deux France : le désarroi des défenseurs du "oui" : ils ne voient plus de chemin. La frustration des partisans du "non" : ils ont cru au plan B. C'est en parlant à la France du "oui" de ses raisons de croire en l'Europe et à la France du "non" de ses raisons de douter de l'Europe, que nous rassemblerons les Français autour d'un grand projet de notre avenir national.

Mais je veux aussi parler de la France aux Européens. Je veux le renouveau européen et je veux que la France soit à nouveau au cœur de la construction européenne. Je veux que l'Union européenne demeure un modèle pour un monde en état de révolution permanente, marqué par le gigantisme des acteurs et des menaces.

La crise que l'Europe traverse en ce moment, il faut en sortir. Car cette crise menace une longue et magique histoire. Ceux qui ont voulu l'Europe l'ont voulue non pas comme un rêve, mais comme une nécessité. Je partage le rêve. Je suis inscrit dans ce sillon, le sillon de ceux obstinés, qui ont voulu l'Europe. Ils l'ont voulue parce qu'ils ont senti que le monde allait devenir l'enjeu de forces gigantesques, guerre froide d'abord, duel de géants par dessus l'Atlantique, mondialisation ensuite, duel de géants par-dessus le Pacifique, apparition de géants financiers.



Ce qu'ils ont fait, personne ne l'a fait dans l'histoire du monde. Schuman, Adenauer, Delors Et ils l'ont fait en commençant par le charbon et l'acier. Puis par le marché mis en commun. Puis par la monnaie. Mais les peuples se sont éloignés. Ou on les a laissés s'éloigner. Les gouvernants ont eu leur part de responsabilité. Ils ont trouvé commode de faire de Bruxelles le bouc émissaire des difficultés françaises. Les citoyens ont eu l'impression que c'était une immense machine à normes, à règlements. Sentiments de dépossession. Et, par facilité, pour les uns, par lassitude pour les autres, on a accepté les élargissements sans approfondissement. Turquie.

Les trois sources du non étaient dans cette distance de plus en plus grande entre peuples et projet européen. Illisibilité, modèle de société, identité. Il y avait dans la Constitution, telle qu'elle a été présentée, des remèdes contre ces inquiétudes. Mais ces remèdes n'ont pas été suffisants. Il n'est plus temps de poser des emplâtres. Maintenant, pour sortir de la crise, il faut aller au fond des choses en posant les questions essentielles. Il faut refonder l'Europe.

Jusqu'en 1989, la communauté européenne vivait à l'intérieur de frontières étroites fixées pour l'essentiel par la guerre froide. Elle bénéficiait de compétences limitées à l'édification d'un marché commune, les grandes affaires politiques étant traitées dans le cadre plus vaste de la communauté atlantique. Elle disposait d'institutions technocratiques relativement bien tolérées compte tenu du caractère limité de ses compétences.

La révolution de 1989 a bouleversé tout cela et elle aurait dû conduire les dirigeants européens à redéfinir leur projet en répondant aux trois questions qui se posaient désormais « qui ? » « quoi ? » « comment ? ».

Qui a vocation à rejoindre l'union européenne ? Les héritiers d'une même civilisation associés à une histoire millénaire ou bien les voisins toujours plus nombreux d'une union européenne sans cesse élargie dès lors qu'ils se reconnaissent dans nos valeurs démocratiques ? Chacune de ces deux réponses était légitime. Aucune réponse n'a été donnée et à vrai dire la question n'a pas été posée. C'est dans ce silence sur l'identité de l'union que les inquiétudes, les frustrations et les malentendus ont monté pour nous conduire à la crise d'aujourd'hui.



Qu'avons-nous vocation à faire ensemble ? Faut-il faire de l'union européenne une simple organisation internationale gérant des procédures de régulation économique ou un véritable acteur politique capable de faire des choix et de peser sur l'avenir du monde ? Là aussi, la question n'a pas été posée.

Comment ? L'Union européenne ne peut plus être la fédération de technocraties qu'elle était hier ? Doit-elle devenir une confédération intergouvernementale ou une communauté active de peuples et d'états, comme, bien entendu, je le souhaiterais. Là encore la question n'a pas été posée.

Le peuple français, en raison de son goût pour la clarté des choses et de son souci d'engagement citoyen, a pris peu à peu conscience de l'écart entre les mots et la réalité, les intentions et les actes et se sont écartés d'une entreprise où l'on ne faisait pas ce que l'on disait et ne disait pas ce que l'on faisait.

Ma conviction est que les peuples d'Europe sont prêts à aller loin ensemble pourvu qu'on leur dise où, avec qui et comment...

SORTIR DE LA CRISE PAR LE HAUT

L'objectif est simple et éminemment politique. Il s'agit de recréer le lien brisé par les référendums français et néerlandais entre les 27 membres de l'union, entre les 18 qui ont ratifié, les 2 qui ont dit non, sans oublier ceux que cette situation de blocage arrange pour éviter de répondre à la question. C'est comme autour de la table de famille : les problèmes de chacun sont ceux de tous, il convient de les résoudre ensemble.

Pour atteindre cet objectif, il faut répondre à trois questions : sur quel texte pouvons-nous nous mettre d'accord ? Comment élaborer ce texte nouveau ? Et une question française : comment envisager sa ratification ?

Sur quel traité pouvons-nous nous mettre d'accord ? Il n'est pas imaginable de présenter à nouveau au peuple français le texte qu'il a rejeté.



L'objectif que je défendrai est celui d'un texte court, lisible et compréhensible par tous. Seuls les principes, les institutions, les compétences et les procédures formeraient la matière de cette loi fondamentale. Les orientations et les contenus des politiques n'y ont pas leur place et doivent relever exclusivement des traités et des actes dérivés de l'union européenne.

Comment élaborer ce texte ? Madame Merkel propose une CIG : je souscris à cette proposition. La convention s'imposerait s'il fallait bâtir un système entièrement nouveau. Ce n'est pas notre objectif : il s'agit de rassurer, de simplifier, de clarifier. Il me paraît cependant indispensable d'associer à ce travail les parlementaires nationaux et européens. Je proposerai donc une sorte de CIG + qui verrait les résultats de ses travaux soumis aux observations d'un cénacle parlementaire.

Nous avons enfin une question française. C'est celle de la ratification. Ma réponse est à cet égard dépourvu de toute ambiguïté. Le nouveau président de la République française ne pourra agir que par référendum. Je n'ai aucune réserve à l'égard de la démocratie représentative, mais, s'agissant de recréer le lien de tout une nation avec son engagement européen, il me paraît clair que seul le peuple lui-même peut refaire ce que le peuple a défait. Il y a ici une exigence qui n'est pas d'ordre juridique mais politique et moral.

Même avec un nouveau traité constitutionnel, l'union n'aurait pas pour autant les compétences politiques et les procédures de nature à en faire un grand acteur politique sur la scène mondiale.

Elle resterait pour l'essentiel une communauté d'échange régulée par le droit. Cela ne suffit pas. Le XXI^e siècle sera trop dur, trop menaçant pour ne pas exiger plus des Européens.

LES SIX CHANTIERS PRIORITAIRES POUR L'EUROPE

Selon moi, pour affirmer la construction européenne, six chantiers prioritaires sont à ouvrir. Ils constituent les engagements politiques que je veux pour la France, pour l'Europe, et pour la France en Europe



- Politique économique; harmonisation budgétaire; harmonisation fiscale. L'union économique et monétaire est aujourd'hui hémiplégique. Nous avons une politique monétaire et treize politiques économiques et budgétaires. Le pacte de stabilité est un code de la route qui ne comprend qu'un seul article. Nous avons besoin d'autre chose : une véritable harmonisation budgétaire et une stratégie concertée d'élimination des distorsions fiscales.
- Politique contre le changement climatique et pour la préservation de la biodiversité.
- Politique énergétique (Le pétrole et le gaz russes, tension et inquiétude à la frontière Est de l'Europe)
- Politique de recherche, civilisation du savoir.
- Politique de l'immigration et du co-développement.
- Capacité diplomatique et forces de sécurité, défense européenne (Chaos du Proche-Orient, menace iranienne).

Il serait souhaitable que l'ensemble des Etats membres se reconnaisse dans cette nouvelle ambition. Mais il est probable que seule une partie d'entre eux voudront aller plus loin. Pour réaliser des avancées significatives dans ces six domaines politiques cruciaux pour l'avenir de l'Europe et des Européens, sans doute faudra-t-il donc que quelques uns avancent en pionniers. Le socle de cette Europe politique, ce sont les pays qui ont l'Euro en partage. C'est sur cette base relativement large, ouverte à ceux qui en accepteront les principes et les obligations, que se constituera le premier cercle européen selon des procédures qu'il faudra étudiées mais qui devront en tout état de cause être démocratiques et non pas intergouvernementales. Il ne s'agit pas d'une Europe à géométrie variable, d'une Europe à la carte, c'est plus proche de ce que nos amis allemands ont appelé noyau dur, ouvert à tous ceux qui entendent mutualiser la défense de leurs intérêts et la promotion de leurs valeurs.

Pour faire de l'Europe un acteur politique à part entière dans le monde de demain, il n'est selon moi pas d'autre voie que celle d'une articulation réussie entre une Europe large, Europe de l'échange, de la régulation



Friends Les amis
of Europe de l'Europe

juridique et de la démocratie, et une Europe plus dense constituée au sein de la première par ceux qui ont plus d'exigence et plus d'ambition.

Ce sera la tâche des dirigeants européens de la nouvelle génération, ceux de la deuxième décennie du XXI^e siècle de relever et de gagner ce pari. Pour ma part si je suis élu je ne ménagerai pas mes efforts pour mobiliser et engager mes concitoyens sur la seule voie qui soit vraiment créatrice d'avenir.

For further information contact:

SÍONA BREATHNACH
COMMUNICATIONS MANAGER

Tel: +32 (0)2 739 15 73

In association with the Robert Schumann Foundation